

## Présence des femmes en science et technologie au Québec

Francesco Arena

Volume 4, Number 1, April 1986

Des femmes dans les sciences

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1001997ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1001997ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

### ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Arena, F. (1986). Présence des femmes en science et technologie au Québec. *Cahiers de recherche sociologique*, 4(1), 33–53. <https://doi.org/10.7202/1001997ar>

# Présence des femmes en science et technologie au Québec

Francesco ARENA

## 1. Introduction

À mesure que la connaissance historique se déleste de son androcentrisme et qu'elle s'approfondit, il devient de plus en plus commun de constater que les femmes ont participé de tout temps à l'entreprise scientifique et technologique des sociétés. En Occident, la mémoire collective retient surtout l'exemple de femmes ayant fait des contributions exceptionnelles dans des domaines variés: la mathématicienne et astronome Hypatie (370-415), dont la mort mit un terme à la science de l'antiquité; Sybilla Masters, créatrice des deux premières inventions nord-américaines brevetées; Ada Byron Lovelace, pionnière de la programmation informatique, en l'honneur de qui est nommé le langage de programmation Ada; Emmy Noether (1882-1935), la plus méconnue des grands fondateurs de l'algèbre abstraite; bien sûr, Marie Curie, deux fois nobélisée; et d'autres<sup>(1)</sup>.

Dans l'ensemble, la participation des femmes restait épisodique (les hommes aussi étaient peu nombreux). C'est à partir de la fin du dix-neuvième siècle que la présence des femmes s'est fait progressivement importante et visible, jusqu'à un sommet à la fin des années vingt. Après une chute brutale durant la crise économique et la seconde guerre mondiale, le nombre de femmes diplômées de l'université a suivi une rapide courbe ascendante, masquée jusqu'en 1960 par la progression plus forte des hommes diplômés. Cette évolution s'inscrit dans un mouvement plus large de participation des femmes dans la plupart des sphères d'activités.

Alors que le taux de participation des hommes sur le marché du travail n'a fait qu'osciller entre 1961 (77%) et 1985 (75%), celui des fem-

mes a presque doublé, passant de 28% en 1961 à 50% en 1985. Aujourd'hui, les femmes composent 41,3% de la population active du Québec. Même si les femmes continuent de s'orienter vers des professions très distinctes de celles des hommes (secrétaires et dactylographes, teneuses de livres, vendeuses, caissières, etc.), leur progression sur le marché du travail s'accompagne d'une meilleure appréciation de leur contribution à la vie sociale et d'une diversification des rôles qu'elles assument. Elle s'accompagne aussi d'une prise de conscience de différences parfois inéquitables<sup>(2)</sup>. Les femmes occupent des emplois en général plus précaires et moins rémunérés que ceux des hommes. En 1985, 23,7% des femmes détenaient des emplois à temps partiel, contre 7,1% pour les hommes. Le salaire moyen des femmes québécoises travaillant à temps plein toute l'année représentait 61% de celui des hommes en 1971, et 68% en 1981, selon les chiffres du Recensement.

Sous plusieurs aspects, les femmes exerçant des professions scientifiques et techniques jouissent d'une meilleure situation que leurs consoeurs. Elles poursuivent en plus grand nombre des études universitaires, diversifient leur formation et leur carrière professionnelle, contribuent de plus en plus à l'avancement scientifique et technologique. Les progrès accomplis ont été significatifs, mais sans doute insuffisants pour abolir des disparités parfois très prononcées. Malgré une diversification de leurs choix, elles demeurent peu présentes dans plusieurs disciplines et professions scientifiques ou techniques, particulièrement en sciences naturelles et appliquées. D'ailleurs, leurs études ne se traduisent pas toujours par un statut comparable sur le plan professionnel, tout comme il est rare de les voir à des postes décisionnels. En outre, elles continuent d'assumer des rôles sociaux et familiaux traditionnels et font face à des obstacles qui limitent leurs possibilités de formation ou freinent la poursuite de leur vie professionnelle.

Au Québec, les dimensions de la question de la présence et de la participation des femmes en science et technologie commencent à peine de poindre dans la conscience des instances responsables et des cercles scientifiques et techniques. Les initiatives de regroupement et de sensibilisation des femmes en science et technologie se sont multipliées. Cependant, la situation des femmes dans le système scientifique et technologique du Québec reste problématique et peu connue d'un plus large public.

Le contexte actuel constitue à la fois une menace et un défi pour les femmes. D'un côté, le ralentissement économique que connaissent le Québec et la plupart des pays occidentaux depuis la fin des années soixante-dix, ainsi que les politiques récessionnistes et d'austérité qui

les accompagnent, accentuent l'inflexibilité sociale et limitent les perspectives d'emploi des nouveaux arrivants, dont les femmes forment une majorité. De même, on pressent que les changements technologiques en cours, et plus particulièrement ceux induits par les technologies de l'information, transformeront, déplaceront ou réduiront plusieurs catégories d'emplois, surtout dans le secteur tertiaire, secteur à haute teneur en main-d'oeuvre où l'on retrouve la majorité des femmes.

D'un autre côté, pour ne pas tourner court, la mutation technologique en cours doit pouvoir compter sur des ressources humaines qualifiées. Tout d'abord pour développer et adapter les innovations technologiques. Or, on sait que le Québec et le Canada souffrent d'une insuffisance de diplômés dans les disciplines les plus directement concernées (physique, chimie, biologie, génie, informatique). Ensuite pour organiser, gérer et assurer la production et la diffusion des technologies. Mais dans ce cas, qui concerne beaucoup les sciences sociales, humaines et de l'administration, les femmes diplômées sont mieux représentées. Enfin, on espère qu'à partir du début des années 1990, les effets des mises en retraite et d'une reprise économique pourront élargir les perspectives d'emploi et peut-être favoriser des changements sociaux.

Dans un tel contexte, l'intérêt de connaître la participation des femmes en science et technologie peut répondre à des préoccupations diverses. Pour certains, il semble primordial d'encourager une présence plus nombreuse et équitable des femmes afin d'abolir le cercle des disparités, les inégalités injustifiées et les clivages des rôles sociaux entre femmes et hommes. Pour d'autres, il est capital de rendre le système scientifique et technologique capable de faire face aux changements technologiques en cours en puisant à un plus large bassin de talents. Pour d'autres encore, la présence des femmes est essentielle pour revitaliser non seulement les perspectives ou les problématiques de la science et des applications techniques, mais aussi celles de la société. La motivation du présent texte est plus modeste. En puisant à diverses sources d'information et à plusieurs études, il se veut une actualisation de la connaissance statistique de la situation des femmes dans les domaines de la science et de la technologie au Québec.

Le présent texte ne fait pas un examen systématique et exhaustif de la question de la participation des femmes aux activités scientifiques et technologiques. Tout exercice en ce sens se heurte à l'obstacle presque insurmontable du champ à couvrir et du foisonnement des études et résultats souvent contradictoires. Son objectif est plutôt de réaliser un survol descriptif, global et aussi actuel que possible de la présence des femmes en science et technologie au Québec. Il s'attache donc à décrire l'évolu

tion d'abord des choix de formation puis de la situation professionnelle des femmes au Québec depuis 1971, en mettant l'accent, à tort ou raison, sur les disparités entre femmes et hommes. Compte tenu des limites des données disponibles, très globales et ciconscrites, le tableau ainsi brossé laisse dans l'ombre plusieurs aspects importants, en particulier les mécanismes sous-jacents aux phénomènes observés. Dans ce sens, il reste beaucoup à faire.

## 2. Note méthodologique

Comme dans toute étude empirique, il convient de résoudre au mieux deux problèmes pratiques: suivre une définition qui permet de choisir les disciplines et les professions pertinentes et trouver des données appropriées. En pratique, on s'aperçoit qu'il est difficile de suivre l'une et de trouver les autres.

Notre intérêt premier est de connaître la participation des femmes au système scientifique *et* technologique, c'est-à-dire à un champ d'activité qui dépasse largement les disciplines de la recherche fondamentale et les professions confinées dans les universités ou les laboratoires de recherche. Nous n'avons pas fondé nos choix sur une conception, largement répandue dans la société, qui assimile la science aux sciences de la nature, c'est-à-dire à la physique, à la chimie et à la biologie, auxquelles on ajoute les mathématiques. Sur le plan de la formation, cela nous aurait obligé à écarter les "sciences" appliquées, les sciences de la santé, ou encore des disciplines comme la démographie, l'économique, la linguistique ou la psychologie expérimentale qui, sous certains aspects, sont plus avancées que plusieurs branches de la biologie. Sur le plan des professions, l'inventaire aurait été limité aux personnes qui font de la recherche fondamentale dans ces domaines, principalement aux professeur(e)s d'université, qui consacrent à la recherche la moitié de leur temps. Or, en pratique, certaines disciplines et professions sont à la fois scientifiques et techniques (en informatique, médecine, etc.).

Pour guider notre choix des disciplines et des professions de nature scientifique et technique, nous nous sommes inspiré des définitions et des classifications proposées par l'UNESCO et par l'Organisation de coopération et de développement économique dans le *Manuel de Frascati*<sup>(3)</sup>.

Nous avons tout d'abord identifié un certain nombre de disciplines universitaires et de programmes collégiaux qui correspondent plus ou moins adéquatement aux définitions précédentes, en prenant la nomenclature qu'utilisent le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science du Québec pour comptabiliser les

inscriptions et les diplômés<sup>(4)</sup>. Le tableau 1 présente la liste des disciplines universitaires retenues. Nous avons ensuite sélectionné des groupes professionnels à caractère scientifique ou technique, identifiés par 4 chiffres dans la *Classification type des professions 1980* de Statistique Canada<sup>(5)</sup>. Le tableau 2 donne la liste des groupes professionnels retenus.

De façon générale, la nature des choix effectués limite la portée des conclusions que l'on peut tirer des analyses. Toutefois les conséquences de ces choix ne sont pas aussi importantes tant que leurs limites sont connues et que les analyses sont suffisamment détaillées pour éviter les généralisations inopportunes. Plus sérieuses nous paraissent les lacunes dues aux aspects que les données statistiques ne peuvent appréhender. Pour les études à venir, trois améliorations nous paraissent donc souhaitables: trouver une définition des activités scientifiques et technologiques plus cohérente et pratique, réaliser une meilleure correspondance entre disciplines et professions, et surtout générer des mesures qui éclairent les aspects négligés mais tout aussi importants.

### **3. La formation des femmes en science et technologie**

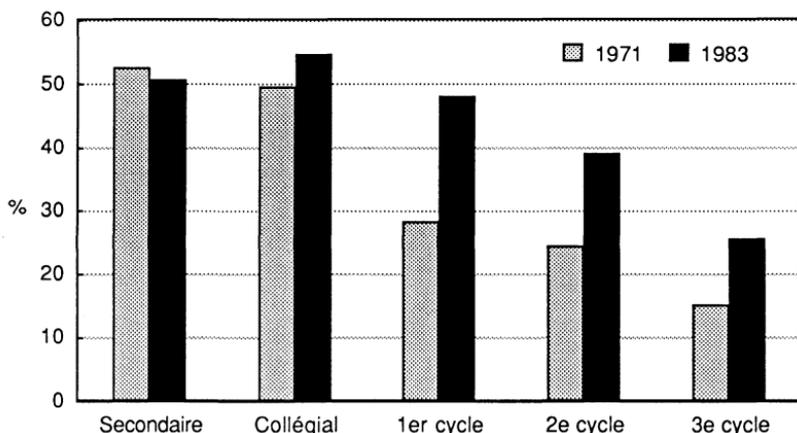
Les disparités de formation entre femmes et hommes peuvent s'exprimer de deux façons principales: soit sous forme de représentation d'ensemble aux divers ordres d'enseignement, c'est-à-dire de niveau d'éducation atteint, soit sous forme de répartition ou de distribution dans les différentes disciplines. Si la première forme de disparités s'est largement estompée, la deuxième est loin d'avoir disparu, bien qu'elle se manifeste avec moins d'acuité que par le passé.

#### *3.1 Le niveau d'éducation*

Au début des années soixante-dix, la sous-représentation des femmes aux divers ordres d'enseignement constituait un problème majeur au Québec. Malgré leur supériorité numérique dans la diplômation de l'enseignement secondaire, les jeunes filles s'inscrivaient en moins grand nombre au niveau collégial (44% en 1971), se partageant également entre les secteurs général et professionnel, alors que les garçons montraient une nette préférence pour la formation générale. Mais plus persévérantes, les jeunes filles finissaient leur formation collégiale presque à égalité avec les garçons (49,6% de tous les diplômés de 1971), le secteur professionnel perdant de son importance relative. Le hiatus entre femmes et hommes se situait plutôt lors du passage au premier cycle universitaire, où le nombre d'inscrites chutait à 35% et celui des diplômées

à 28,5%, les disparités s'accroissent aux cycles universitaires supérieurs (voir le graphique 1).

Pendant, au cours des quatorze dernières années, plusieurs transformations importantes se sont traduites par un rapprochement global entre femmes et hommes. À l'ordre secondaire, une chute brutale des filles diplômées dès 1978 a fait s'égaliser le nombre de diplômés des deux sexes. Au secondaire général, une perte d'intérêt marquée des garçons (de l'ordre de 18% de 1971 à 1983), a fini par inverser le rapport entre garçons et filles: de minoritaires en 1971, elles sont devenues majoritaires en 1983. À l'enseignement collégial, la hausse du taux de passage des jeunes femmes ainsi que des changements inverses chez les garçons (légère baisse du taux de passage et défection de 18% du secteur général), se sont répercutés sur la diplomation, de sorte qu'en 1983 les jeunes femmes composaient 52% du total des diplômés du secteur général et 59% de celui du secteur professionnel. À la session d'automne 1984, les filles comptaient pour 52% de l'ensemble des inscriptions.



Graphique 1: Proportion de diplômés accordés à des femmes, par ordre d'enseignement, Québec, 1971 et 1983.

C'est au premier cycle universitaire que se manifestent les changements les plus notables. Si les femmes sont encore moins nombreuses que les hommes au plan des inscriptions à temps complet (48% en 1984), elles ont par contre montré une progression quatre fois plus rapide que celle des hommes, soit une croissance totale de 98% de 1971 à 1982. En outre, à partir de 1977, les femmes inscrites à temps partiel ont connu une forte augmentation, de sorte qu'elles formaient 55% des femmes inscrites à la session d'automne 1984. La hausse des inscriptions et leur

plus grande persévérance ont permis aux jeunes femmes de combler la presque totalité de l'écart au plan des diplômes. En 1983, elles représentaient 48,2% de l'ensemble des diplômés, et devraient bientôt atteindre la parité si le rythme de progression perdure.

La situation est toutefois différente aux 2e et 3e cycles. En 1971, les femmes inscrites et diplômées des 2e et 3e cycles étaient trois fois moins nombreuses que les hommes. De plus, l'augmentation des femmes inscrites et diplômées a été moins importante aux 2e et 3e cycles. L'énorme retard des femmes s'est considérablement réduit, puisqu'en 1983 elles formaient 39% de tous les diplômés du 2e cycle et 25,6% de ceux du 3e cycle. Mais il est loin d'avoir disparu. Il risque même de se perpétuer si des changements récents se confirment. Au 2e cycle, les taux de croissance des femmes et des hommes diplômés se sont égaillés depuis 1980, alors qu'au 3e cycle, celui des femmes s'est annulé tandis que celui des hommes a presque doublé. Sans doute causé par le ralentissement économique actuel, le regain d'intérêt des hommes pour les 2e et 3e cycles a donc stoppé le rattrapage des femmes diplômées.

### *3.2 Les choix de formation*

En s'estompant, le problème de sous-représentation aux divers ordres d'enseignement laisse au premier plan la question des choix et des profils de formation, c'est-à-dire de la présence relative des femmes dans les divers programmes et disciplines. Dans le cas des disciplines de nature scientifique et technique, on observe un certain rapprochement entre femmes et hommes. Néanmoins, les femmes continuent de s'orienter en moins grand nombre vers les disciplines scientifiques et techniques, tandis que leurs choix se démarquent de ceux des hommes, de sorte que plusieurs disciplines sont encore réservées à la présence presque exclusive de l'un ou l'autre sexe.

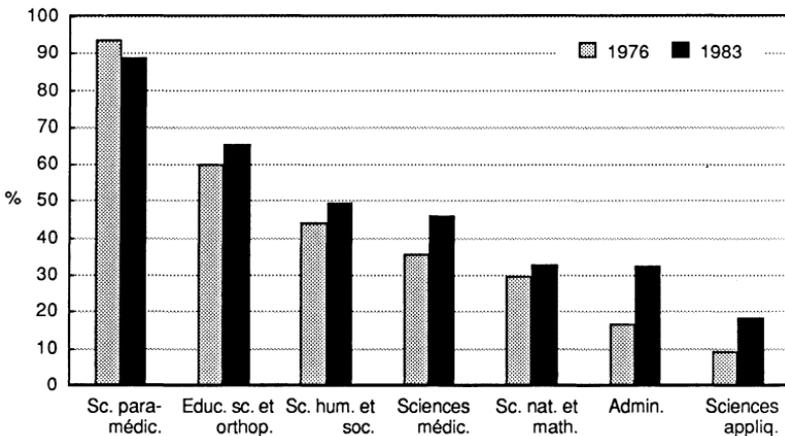
Le rapprochement partiel des profils de formation des femmes et des hommes, survenu au cours des quatorze dernières années, peut être décrit comme le résultat d'un double processus. Le premier découle de la diversification des choix à mesure que les étudiants et les étudiantes gravissent les ordres d'enseignement. En effet, de très conventionnels et dissemblables au secondaire, les choix de formation des filles et des garçons se diversifient et se recourent avec la progression des ordres d'enseignement. Par exemple, en 1983, les spécialités retenues par les 24 751 filles et garçons diplômés du secondaire professionnel étaient très distinctes. Si l'on fait exception de trois spécialités, la présence des filles dans chaque groupe de métiers, mesurée par le taux de féminité, est soit supérieure à 90%, soit inférieure à 21%. Les choix sont d'ailleurs

familiers: 61 % des garçons ont opté pour *équipement motorisé, électrotechnique et mécanique*, et 80 % des filles pour *commerce et secrétariat et soins esthétiques*. Au niveau du secteur professionnel collégial, même si les choix des filles et des garçons restent assez distincts, les clivages sont moins importants qu'à l'ordre secondaire. Ces différences s'ameublissent encore plus à l'ordre universitaire, jusqu'au 3e cycle. La croissance considérable de la présence des femmes aux ordres supérieurs de l'enseignement a donc amplifié le mouvement de diversification des profils de formation.

Le deuxième processus résulte d'un changement rapide et important de l'orientation des femmes au cours des quatorze dernières années, à l'ordre collégial et par écho à l'ordre universitaire. Ces changements d'orientation, résultant de rythmes de croissance différents et parfois de baisses en nombres absolus, ne sont pas aléatoires. Par exemple, à l'ordre collégial, les jeunes femmes ont progressivement quitté les arts, les lettres et les techniques humaines. La chute la plus remarquable a été celle des techniques biologiques. En 1971, cette famille de programmes réunissait 65 % des filles diplômées du secteur professionnel. En 1983, elle n'en regroupe plus que 28 %. Cette érosion forte et soutenue de 37 % en 12 ans résulte surtout d'une baisse absolue de l'importance numérique des techniques infirmières. Une grande partie de ces changements d'orientation a profité aux programmes d'administration et d'arts appliqués. Au premier cycle universitaire, des mouvements semblables, mais de moindre amplitude, se sont traduits par une réduction de l'importance relative de toutes les familles de disciplines en faveur des disciplines de l'administration et des sciences appliquées. Entre 1972 et 1983, la croissance numérique des femmes diplômées a été en moyenne de 30 % par année en administration et de 22 % en sciences appliquées.

Ces déplacements systématiques, conjugués à des changements parfois complémentaires chez les hommes, ont permis aux femmes de faire des gains appréciables dans plusieurs disciplines à prédominance masculine, voire des percées dans des disciplines longtemps exclusives. Au collégial, les jeunes femmes diplômées sont devenues majoritaires en techniques administratives (secrétariat exclu), en informatique et en sciences humaines, tout en composant plus du tiers de l'ensemble des diplômés en administration (secteur général), contrairement à 14 % en 1971. De leur côté, les techniques biologiques, notamment les techniques infirmières, ont perdu une partie de leur exclusivité féminine. À l'université, les femmes se sont rapprochées des hommes en administration, sont presque à égalité en sciences médicales, et les dépassent en sciences humaines et en éducation, tout en faisant des gains notables en sciences appliquées (voir le graphique 2 et le tableau 1).

Ces mouvements de diversification et de réorientation, parfois inattendus par leur ampleur, n'ont pas fait disparaître de multiples disparités. Lorsque l'on considère le secteur collégial professionnel, la situation d'ensemble a même empiré. Les pertes relatives des techniques biologiques n'ont pas été entièrement redistribuées parmi les autres programmes techniques. En conséquence, les programmes techniques, qui regroupaient à part égale 76% des filles et des garçons diplômés du secteur professionnel en 1971, ne produisent aujourd'hui que 61% des filles diplômées, contre 87% des garçons. À l'ordre universitaire, la proportion des femmes diplômées ayant choisi des disciplines de nature scientifique et technique, comparativement au total des femmes diplômées des trois cycles, a peu augmenté et se situe en 1983 autour de 59%. La proportion chez les hommes est de 80%. Dans certains cas, les mouvements de réorientation ont même creusé les écarts en favorisant des disciplines à majorité féminine, comme les techniques administratives à l'ordre collégial et l'éducation au 1er cycle.



Graphique 2: Proportion de diplômés de 1er, 2e et 3e cycles accordés à des femmes dans chaque famille de disciplines, Québec, 1976 et 1983.

Les disparités entre femmes et hommes deviennent plus visibles lorsqu'on affine l'analyse jusqu'aux disciplines, bien qu'elles soient moins prononcées que par le passé. À l'ordre collégial, les jeunes femmes représentent à peine plus de 13% du total des inscrits en sciences pures et appliquées et 10% de tous les diplômés en techniques physiques (à l'exception des techniques de chimie industrielle), alors qu'elles comptent pour 77% de l'ensemble des diplômés en techniques biologiques (tout en étant peu nombreuses en agriculture, thanatologie et foresterie). De fait, dans plus de la moitié des programmes professionnels de

nature technique, les jeunes femmes forment, soit moins de 15%, soit plus de 85% des diplômés des deux sexes. En prenant 30% comme seuil de démarcation, 19 groupes de disciplines scientifiques et techniques sur 46 sont dominés par l'un ou l'autre sexe. Les groupes de disciplines où les femmes composent moins de 30% de l'ensemble des diplômés sont dans l'ordre: l'administration des affaires, la biologie spécialisée, la chirurgie et la médecine dentaires, les études urbaines, l'économique, l'informatique, les sciences de la terre, les ressources biologiques, les sciences générales, la physique et le génie. Les disciplines où les femmes forment plus de 70% de tous les diplômés sont les disciplines paramédicales, la linguistique et l'orthopédagogie (voir tableau 1). Pour illustrer la distance à parcourir au rythme de progression des dix dernières années, de simples calculs montrent que certains écarts pourraient disparaître dans dix ou quinze ans, alors que d'autres, plus marqués, notamment en sciences naturelles et appliquées, pourraient durer plus de trente ans.

En conclusion, la précédente description du cheminement scolaire des femmes peut se résumer aux trois principaux résultats suivants. En premier lieu, les femmes ont comblé le retard qui les séparait des hommes au 1er cycle universitaire; un rattrapage important reste à faire aux 2e et 3e cycles. En deuxième lieu, les choix de formation des femmes ont connu un processus de réorientation systématique, le plus notable étant la réduction importante des sciences et techniques infirmières et l'augmentation spectaculaire des disciplines d'administration et de sciences appliquées. En troisième lieu, les disparités entre les profils de formation des femmes et des hommes se sont sensiblement atténuées, mais des divergences parfois importantes persistent, notamment en physique et génie. Les disparités dépendent des disciplines et des spécialités, du retard initial, de la vitesse d'accroissement, mais aussi de la progression des hommes ou de leur peu de propension à s'orienter vers les disciplines à majorité féminine.

#### **4. Les professions des femmes en science et technologie**

Connaissant l'évolution des choix de formation, il est naturel de se demander comment ils se traduisent sur le plan professionnel, lors de l'entrée sur le marché du travail et dans le développement de la carrière professionnelle. De fait, les disparités professionnelles entre femmes et hommes sont beaucoup plus prononcées et plus lentes à s'effacer que celles qui peuvent exister sur le plan de la formation. La première raison est d'ordre statistique. En effet, les changements professionnels sont moins importants que ceux de formation parce que les comparaisons des femmes et des hommes diplômés confrontent deux groupes d'âge équi-

valents, tandis que les comparaisons sur le plan professionnel portent le poids des retards accumulés par les générations précédentes. La deuxième raison est que sur le marché du travail s'ajoutent plusieurs facteurs qui rendent plus aléatoires le début et la poursuite de la carrière professionnelle des femmes.

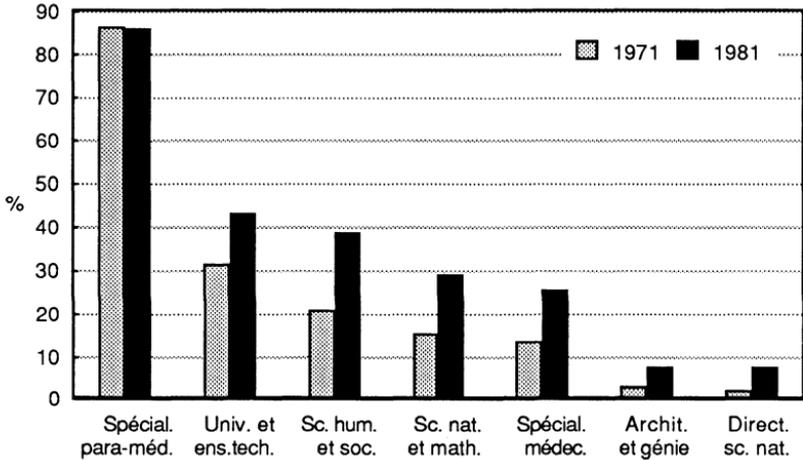
Sur le plan professionnel, les disparités entre hommes et femmes peuvent se manifester de trois façons principales (si l'on exclut la répartition dans les divers secteurs économiques): sous forme de nombre total; sous forme de représentation dans chaque profession (la distribution interprofessionnelle ou ce que des économistes appellent la ségrégation professionnelle horizontale); enfin, sous forme de représentation dans chaque catégorie d'emploi à l'intérieur d'une même profession (distribution intra-professionnelle ou ségrégation verticale). Nous allons présenter un portrait statistique global des deux premières formes de disparités, en faisant appel essentiellement aux données des Recensements de 1971 et 1981, puisque ce sont les seules qui offrent des informations sur les groupes professionnels. Malheureusement, nous disposons de peu d'informations sur la troisième forme de disparités au Québec.

#### 4.1 *La répartition professionnelle d'ensemble*

Dans le contexte d'accroissement rapide de la population active féminine, les femmes ont également augmenté leur présence dans les professions scientifiques et techniques. En 1981, elles représentaient 46,8% des personnes actives dans les professions retenues, contre 39% en 1971. Les femmes exerçant des professions scientifiques et techniques constituent près de 10% de la population active féminine, une proportion légèrement supérieure à celle des hommes (7%). Ces chiffres globaux appellent toutefois quelques commentaires.

Dans la mesure où les femmes constituent 41% de la population active, on peut penser qu'elles sont sur-représentées. On peut se demander alors où réside le problème de la sous-représentation des femmes en sciences *et* en technologie. Le problème n'est pas là. Il est dans leur distribution dans les diverses professions. Il est dans leur *sous*-représentation en génie, en architecture ou en physique, comme il est dans leur *sur*-représentation dans les professions d'infirmières et de techniciennes en santé. De fait, 68,7% des femmes se retrouvent dans les professions de spécialistes en soins infirmiers et thérapeutiques ou de techniciennes en santé, alors que 40,3% des hommes sont des spécialistes ou des travailleurs en architecture et génie. Ainsi, si l'on exclut les spécialistes en soins infirmiers et thérapeutiques, de même que les techniciennes et les techniciens en santé, les femmes ne représentent plus que 23,4% des

personnes exerçant des professions de nature scientifique et technique, contre 11,5% en 1971. L'augmentation des femmes a été dans ce dernier cas plus de 2 fois supérieure à celle des hommes. Ces chiffres ne sont que des moyennes qui masquent de multiples disparités (voir le graphique 3 pour un point de vue encore très global).



Graphique 3: Proportion de femmes actives dans chaque grand groupe professionnel scientifique et technique retenu, Québec, 1971 et 1981.

Depuis 1971, la répartition des femmes dans les 57 groupes professionnels scientifiques et techniques retenus s'est modifiée de façon sensible. Les gains les plus notables ont été obtenus par les professeurs d'enseignement technique et d'éducation spéciale, par les spécialistes en sciences naturelles, mathématiques, sciences humaines et sociales, sciences médicales, et enfin par les pharmaciennes, les optométristes et les opticiennes. Les hommes ont connu des changements presque semblables, avec la différence que la part des spécialistes en sciences naturelles et mathématiques reste inchangée, alors que l'importance des ingénieurs diminue en regard de celle des travailleurs en génie.

#### 4.2 Les disparités professionnelles

L'accroissement numérique des femmes sur le marché de l'emploi, supérieur à celui des hommes, a permis d'augmenter leur représentation relative dans 42 des 57 groupes professionnels scientifiques et techniques retenus, rapprochant quelque peu les profils professionnels des femmes et des hommes (voir le tableau 2). Dans 33 de ces groupes, les

gains par rapport aux hommes dépassent 5% en dix ans. Parmi les 15 groupes où les femmes ont progressé de plus de 10%, on retrouve les géologues (+12%), les agronomes (+16%), les biologistes (+12%), les informaticiennes (+21%), les travailleuses en mathématiques et informatique (+34%), les économistes (+13%), ainsi que plusieurs professions médicales et para-médicales (vétérinaires, ostéopathes et chiropraticiennes, pharmaciennes, optométristes et opticiennes). Cependant, 5 de ces groupes professionnels affichaient des taux de féminité inférieurs à 10% en 1971, soit les géologues (1,4%), les agronomes (2,5%), les économistes (9,4%), les vétérinaires (1,8%) et les optométristes (2,2%).

Étant donné la grandeur des écarts de départ, l'ampleur et le rythme des changements observés ont été insuffisants pour effacer les divergences professionnelles. À l'analyse, on s'aperçoit que les femmes n'ont pas fait que des progrès en regard des hommes. Dans 11 groupes professionnels, les changements sont si ténus (moins de 2% en dix ans) que l'on peut considérer la position des femmes comme stationnaire. Dans 7 autres groupes professionnels, les femmes accusent des retards croissants, les principaux étant les spécialistes en sciences de la vie (-25,4%), les travailleuses en soins de santé (-15,5%), les technologues en sciences de la vie (-6,9%) et les physiennes (-5,2%). Pour illustrer l'ampleur des écarts entre femmes et hommes dans certains groupes professionnels, il faut noter que dans 27 groupes (en plus des 7 groupes avec des reculs), pour la plupart en sciences naturelles et génie, la présence des femmes est si faible qu'il leur faudrait plus de trente ans pour atteindre la parité au rythme de progression de la décennie précédente. Par exemple, la réalisation de l'égalité numérique prendrait 50 ans pour les spécialistes en sciences naturelles, 65 ans pour les architectes, 70 ans pour les directrices en sciences naturelles et génie, voire plus de 100 ans pour les ingénieures et les travailleuses en génie.

Les divergences dans la représentation des femmes et des hommes au sein des professions restent donc assez marquées. Comme le rapportent plusieurs études américaines, les disparités se révèlent encore plus fortes lorsqu'on augmente le détail de l'analyse aux professions (identifiées par 7 chiffres dans la classification des professions), aux secteurs économiques, aux entreprises, voire aux postes d'emploi dans un même établissement<sup>(6)</sup>. Pour notre part, l'ampleur de l'analyse et le manque de données nous obligent à rester à un niveau d'agrégation plus général. Les disparités professionnelles entre femmes et hommes se manifestent aussi sous d'autres aspects. Nous allons en rapporter quelques-unes afin de souligner certaines divergences dans les possibilités de carrière des femmes.

Dans la vie professionnelle, l'entrée sur le marché du travail constitue un tournant aussi fondamental que les choix de formation à l'entrée de l'ordre collégial. Il fait peu de doute que les divergences entre femmes et hommes résultent pour beaucoup de leur profils de formation. Ainsi, à mesure que plus de femmes obtiendront des diplômes dans des disciplines où elles sont peut présentes, une partie de la différence dans la distribution interprofessionnelle des femmes et des hommes s'estompera. Cependant, on croit souvent qu'à profil de formation équivalent les femmes bénéficient de chances égales lors de l'accès aux postes d'emploi. Dans un certain nombre de professions, cette croyance n'est pas tout à fait exacte, de sorte que le rapprochement dans les profils de formation ne se traduit pas toujours par un rapprochement proportionnel dans les professions.

Malgré des améliorations au cours des années, l'accès des femmes diplômées aux emplois scientifiques et techniques reste dans plusieurs cas difficile en regard de celui des hommes. Si l'on se fonde sur les résultats des enquêtes périodiques du ministère de l'Éducation<sup>(7)</sup>, les femmes diplômées des ordres collégial et universitaire doivent faire face à un taux de chômage et d'inactivité deux fois plus élevé que celui des hommes (exception faite des diplômées du secteur professionnel), et à des salaires moyens de près de 20% inférieurs. Par exemple, deux ans après leur promotion en 1980, les diplômées de 10 disciplines scientifiques du 1er cycle bénéficient d'une situation d'emploi égale ou supérieure à celle des hommes lorsqu'on considère le salaire. Il est notable que ces disciplines incluent: mathématiques, architecture, génie chimique, géographie et marketing. Dans les autres 24 disciplines, les chances et les rémunérations qui les accompagnent sont inférieures. Les diplômées en médecine vétérinaire, en criminologie et en orientation gagnent entre 65% et 72% du salaire des hommes. Il est bien entendu que les conclusions à tirer de ces résultats restent préliminaires sans une analyse plus approfondie tenant compte de plusieurs facteurs.

Les différences à l'entrée sur le marché du travail s'amplifient avec la poursuite de la vie professionnelle, même quand les formations de départ s'équivalent. Les données de l'enquête *Relance au collégial* sur l'évolution de la carrière jusqu'en 1981 de tous les diplômés de l'enseignement collégial de 1974-75, montrent que les disparités dans les carrières des femmes et des hommes s'accroissent<sup>(8)</sup>. Les divergences du cheminement professionnel des femmes, qui se manifestent dans les secteurs privé, public ou para-public, ont été rapportées à maintes reprises au Québec, dans le reste du Canada et aux États-Unis. Par exemple, dans l'enseignement universitaire, les femmes sont plus souvent que les hommes chargées de cours, assistantes de recherche ou professeures adjoin-

tes, plutôt que chargées de recherche ou professeures titulaires<sup>(9)</sup>. Nous n'avons pas, pour notre part, complété les analyses sur les professeures d'université au Québec ou sur la distribution des emplois au sein du Gouvernement du Québec. Mais une analyse sommaire indique que des divergences persistent. Il convient de noter que le ministère de l'Éducation et la Centrale des enseignants et des enseignantes du Québec sont en voie d'effectuer une étude sur la situation des enseignantes dans les écoles primaires et secondaires.

Sur le marché de l'emploi, on sait que les femmes se distinguent des hommes par un fort pourcentage d'employées à temps partiel (23,70% en 1985 contre 7,1% chez les hommes). Les professions scientifiques et techniques retenues n'échappent pas à cette norme. En 1981, 31,2% des femmes occupaient des emplois à temps partiel, contre 6,5% des hommes. Une partie de cette différence peut être attribuée à une forte concentration des femmes dans des professions favorisant le temps partiel, comme les infirmières. Cependant, si l'on exclut du calcul les spécialistes en soins infirmiers et thérapeutiques, ainsi que les techniciennes et les techniciens en santé, les pourcentages respectifs diminuent à 20,8% pour les femmes et à 5,4% pour les hommes, sans changer beaucoup le rapport de 5 à 1 entre femmes et hommes. De façon générale, les groupes professionnels affichent des taux d'emploi à temps partiel de 1,5 à 4 fois supérieurs pour les femmes.

On sait également que les femmes reçoivent en moyenne des salaires inférieurs à ceux des hommes. Au Québec, le salaire à temps plein des femmes par rapport à celui des hommes est passé de 61% en 1970 à 68% en 1980, selon les chiffres du Recensement. Alors que chez les hommes le revenu moyen augmente jusqu'au groupe d'âge de 35-44 ans pour plafonner puis décliner, chez les femmes, il plafonne de 30 à 60 ans. Il est difficile de faire les mêmes comparaisons moyennes pour les professions scientifiques et techniques puisque 24 groupes professionnels sur 57 n'offrent aucun chiffre (à cause du faible nombre de personnes actives) sur le salaire des femmes travaillant à temps plein toute l'année. Mentionnons qu'en 1980, sur 32 groupes professionnels, seulement 4 ont atteint la parité salariale entre 1970 et 1980 (dentistes, infirmières diplômées, physiothérapeutes, autres spécialistes de la santé). Dans 13 cas, la rémunération des femmes varie de 80% à 90% de celles des hommes, dans 7 cas entre 70% et 79% et dans les 8 cas restants, le rapport est inférieur à 70% (voir le tableau 2). Encore une fois, pour illustrer l'ampleur des disparités, au rythme de changement de la dernière décennie, seulement 7 groupes professionnels sur 19 sont susceptibles de connaître une parité salariale en deça de 30 ans.

## 5. Conclusion

Les phénomènes observés sont très complexes et la tâche de compréhension d'autant plus ardue. Il existe bien entendu quelques modèles théoriques de nature socio-psychologique, sociologique ou économique, et de nombreux travaux québécois et américains qui ont proposés des essais d'explication, ou tout au moins des facteurs explicatifs, que ce soit sur le plan de la formation ou de l'emploi. Nous n'avons pas voulu faire ici un examen de ces études, ayant plutôt choisi de nous restreindre à une présentation aussi factuelle que possible, sans prendre parti pour une perspective théorique donnée. Aucune, d'ailleurs, ne peut prétendre à une compréhension tant soit peu substantielle de la complexité des phénomènes observés. De fait, l'image d'une compréhension des disparités entre hommes et femmes fondée sur une perspective univoque ou sur l'accumulation et l'addition de facteurs explicatifs, est plutôt trompeuse. Il s'agit d'une commodité d'analyse car les relations des facteurs avec les variables à expliquer, et des facteurs entre eux, sont multiples et variées. Elles sont d'ailleurs difficiles à démêler, à évaluer et à retisser. C'est dire que la question de la présence des femmes en science et technologie commence à peine d'être comprise de façon systématique et avec une assise empirique.

**Francesco ARENA**

Conseiller scientifique au  
Conseil de la science  
et de la technologie du Québec.

Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Conseil. L'auteur remercie mesdames Louise Caron et Jane-Hélène Gagnon pour leur contribution à la réalisation de cette étude.

### Notes

- 
- (1) F. AMRAM, "The innovative woman", *New Scientist*, 24 mai 1984, pp. 10-12. E.E. KRAMER, *The nature and growth of modern mathematics*. Princeton University Press, 1981, 758 p.; S. RAVEN et A. WEIR, *Woman of achievement: thirty-five centuries of history*. New York, Harmony books, 1981, 288 p.
  - (2) J.-A. BOULET et L. LAVALLÉE, *L'évolution de la situation économique des femmes*. Conseil économique du Canada, Ottawa, 1984, 88 p.; Secrétariat à la condition féminine, *La situation économique des Québécoises*, Gouvernement du Québec, Québec, 1985, 46 p.

- (3) L'UNESCO et l'OCDE identifient trois types d'activités scientifiques et technologiques:
- 1) *la recherche et le développement expérimental*, soit les travaux entrepris de façon systématique (suivant les méthodes scientifiques) en vue d'accroître les connaissances de la nature, de l'homme ou de la société, ou en vue d'améliorer leurs applications;
  - 2) *l'enseignement et la formation scientifiques et techniques*, soit les activités d'éducation et d'apprentissage des connaissances et des méthodes scientifiques et techniques, c'est-à-dire les activités de formation des ressources humaines;
  - 3) *les autres activités scientifiques et techniques*, qui regroupent des activités comme l'information et la communication scientifiques et techniques, la collecte et l'analyse des données, etc. Nous retenons surtout les activités qui ont pour objectif l'application ou l'utilisation des connaissances et des méthodes scientifiques et techniques (génie, médecine, informatique, sciences infirmières, etc.).
- Voir: Organisation de coopération et de développement économique, *La mesure des activités scientifiques et techniques. Manuel de Frascati 1980*. Paris, 1981, 214 p.
- (4) Plusieurs choix peuvent paraître surprenants, surtout en sciences sociales et humaines, en éducation et en administration. Dans ce cas, nous avons retenu les disciplines dont le contenu repose en grande partie sur un savoir ou des méthodes scientifiques, mathématiques ou techniques, comme l'enseignement des sciences et des techniques, l'orthopédagogie, la finance et le marketing.
- (5) Soulignons toutefois que les choix des professions ne correspondent pas toujours aux disciplines et que parfois, ils sont arbitraires. En outre, la nature globale des données disponibles rend impossible dans plusieurs cas le départage des professions à caractère scientifique et technique des autres professions, par exemple, les professions d'enseignement des sciences et techniques par rapport à celles d'enseignement des arts et lettres. Ainsi, nous n'avons pas retenu les professions administratives de finance ou de marketing (hormis les directeurs en sciences naturelles et génie), ni les comptables, ni les étudiants et étudiantes de maîtrise et de doctorat qui réalisent beaucoup de recherche scientifique, ni les professeur(e)s de sciences et de mathématiques des ordres secondaire et collégial, etc. Par contre les spécialistes en soins infirmiers et thérapeutiques sont inclus car leur travail paraît aussi technique que celui des travailleurs en architecture et en génie.
- (6) W. T. BIELBY et J. N. BARON, "Men and women at work: sex segregation and statistical discrimination", *American journal of sociology*, vol. 91, no 4, janvier 1986, pp. 759-799; B.F. RESKIN (Éd.), *Sex segregation in the workplace: trends, explanations, remedies*. National Research Council, Washington, D.C., National Academy Press, 1984, 313 p.; B.F. RESKIN et H.I. HARTMANN, *Women's work, men's work: sex segregation on the job*. National Research Council, Washington, D.C., National Academy Press, 1986, 173 p.; D.J. TREIMAN et H.I. HARTMANN, *Woman, work and wages: equal pay for jobs of equal value*. National Research Council, Washington, D.C., National Academy Press, 1981, 136 p.
- (7) M. AUDET, *Relance à l'université: les disciplines*. Ministère de l'Éducation du Québec, 1984, 82 p.; voir également pour la situation dans le reste du Canada: W. CLARK et Z. ZSIGMOND, *Les diplômés du postsecondaire sur le marché du travail*. Ottawa, Statistique Canada, catalogue 81-572F, mars 1981, 530 p.; M. S. DEVEREAUX et E. RECHNITZER, *Études supérieures: atout professionnel?* Ottawa, Bureau de la main-d'oeuvre féminine, Travail Canada, août 1980, 222 p.; Emploi et Immigration Canada, *Les finissants du secteur professionnel des cégeps et le marché de l'emploi (promotion 1982-1983)*. Ottawa, 1985, 309 p.
- (8) P. CORBEIL et P. MICHEL, *Relance au collégial, promotion 1974-1975: évolution de la carrière jusqu'en 1981*. Ministère de l'Éducation du Québec, 1985, 86 p.
- (9) I. LASVERGNAS-GRÉMY, "Où sont passées les femmes de science?" *Interface*, janvier-février 1984, pp. 15-19; I. LASVERGNAS-GRÉMY, "Pratiques réticulaires et inscriptions de la différence dans l'institution scientifique". *Sociologie et Société*, vol. 13, no 2, octobre 1981, pp. 83-93; H.B. SYMONS et J.E. PAGE, *Où trouver l'équilibre?* Ottawa, Association des universités et collèges du Canada, 1984, 285 p.; National Research Council, *Career outcomes in a matched sample of men and women Ph.D.s: an analytical report*, Washington, D.C. National Academy Press, 1981, 95 p.; National Research Council, *Climbing the ladder: an update on the status of doctoral women scientists and engineers*. Washington, D.C., National Academy Press, 1983, 93 p.

TABLEAU 1: Répartition et taux de féminité de tous les diplômés des 1er, 2e et 3e cycles selon les groupes de disciplines scientifiques et techniques et le sexe, Québec, 1976 et 1983.

GROUPES DE DISCIPLINES	Femmes		Hommes		Taux de féminité	
	1976	1983	1976	1983	1976	1983
<b>SCIENCES MÉDICALES</b>	500	560	897	664	35.8	45.8
Médecine dentaire	17	38	139	101	10.9	27.3
Médecine générale	217	237	525	366	29.2	39.3
Médecine spécialisée	84	111	60	64	58.3	63.4
Médecine vétérinaire	12	40	41	40	22.6	50.0
Optométrie	22	22	23	19	48.9	53.7
Pharmacie	148	112	109	74	57.6	60.2
<b>SCIENCES PARA-MÉDICALES</b>	572	588	39	76	93.6	88.6
Diététique et nutrition	97	66	6	1	94.2	98.5
Ergothérapie	75	92	3	7	96.2	92.9
Nursing, soins infirmiers	267	315	12	35	95.7	90.0
Physiothérapie	133	115	18	33	88.1	77.7
<b>SCIENCES DE LA NATURE</b>	632	640	1493	1319	29.7	32.7
Biologie (générale)	253	257	429	333	37.1	43.6
Biologie spécialisée	89	69	169	169	34.5	29.0
Chimie	116	142	339	304	25.5	31.8
Mathématiques	131	104	240	177	35.3	37.0
Physique	19	20	175	166	9.8	10.8
Sciences de la Terre	17	41	101	136	14.4	23.2
Energie	2	0	13	6	13.3	0.0
Sciences générales	5	7	27	28	15.6	20.0
<b>SCIENCES APPLIQUÉES</b>	175	694	1767	3093	9.0	18.3
Agriculture	44	173	114	183	27.8	48.6
Architecture	54	152	212	256	20.3	37.3
Informatique	23	117	115	359	16.7	24.6
Génie	39	185	1194	2124	3.2	8.0
Mathématiques appliquées	7	32	56	42	11.1	43.2
Ressources biologiques	8	35	76	129	9.5	21.3
<b>SCIENCES HUMAINES/SOCIALES</b>	1607	2013	2030	2060	44.2	49.4
Anthropologie et archéologie	92	92	63	64	59.4	59.0
Communications	84	156	101	151	45.4	50.8
Criminologie	41	69	51	33	44.6	67.6
Démographie	3	3	9	5	25.0	37.5
Economique	63	154	306	432	17.1	26.3
Etudes urbaines	5	34	20	91	20.0	27.2
Géographie	82	125	207	211	28.4	37.2
Histoire	206	163	318	217	39.3	42.9
Linguistique	165	124	68	46	70.8	72.9
Psychologie	576	682	474	308	54.9	68.9
Science politique	94	176	253	353	27.1	33.3
Sociologie	193	165	154	117	55.6	58.5
Sciences sociales générales	3	70	6	32	33.3	68.6

TABLEAU 1: Répartition et taux de féminité de tous les diplômés des 1er, 2e et 3e cycles selon (suite) les groupes de disciplines scientifiques et techniques et le sexe, Québec, 1976 et 1983.

GROUPES DE DISCIPLINES	Femmes		Hommes		Taux de féminité	
	1976	1983	1976	1983	1976	1983
ÉDUCATION	705	967	470	512	60.0	65.4
Enseignement scient. & techn.	58	137	124	289	31.9	32.2
Orientation	178	195	168	54	51.4	78.3
Orthopédagogie	469	635	178	169	72.5	79.0
ADMINISTRATION	476	1628	2426	3411	16.4	32.3
Administration des affaires	180	812	957	1918	15.8	29.7
Administration spécialisée	35	199	202	434	14.8	31.4
Administration publique	149	63	791	107	15.9	37.1
Comptabilité	53	329	357	659	12.9	33.3
Relations industrielles	59	160	119	222	33.1	41.9
Informatique de gestion		65		71		47.8
DISCIPLINES SC. & TECHN.	4667	7090	9122	11135	33.8	38.9
TOUTES LES DISCIPLINES	8443	12113	11973	13867	41.4	46.6
SC. & TECHN. / TOTAL	55.3	58.5	76.2	80.3		

SOURCE: "Diplômés" 1976 et 1983, Direction des études économiques et démographiques, ministère de l'Éducation du Québec.

TABLEAU 2: Proportion de femmes actives (1) dans chaque groupe professionnel scientifique et technique retenu et rapport entre le revenu annuel moyen des femmes et celui des hommes (2), Québec, 1971 et 1981.

No	GROUPE PROFESSIONNEL (3)	Taux de féminité		Revenu Femmes/Hommes	
		1971	1981	1971	1981
11	DIRECTION, ADMIN. ET PROFESSIONS CONNEXES				
1131	Directeurs en sc. naturelles et génie	2.2	7.6	*	*
21	SCIENCES NAT., GÉNIE ET MATHÉMATIQUES	7.3	15.6		
2111	Chimistes	11.9	17.2	75.0	80.9
2112	Géologues	1.4	13.7	*	*
2113	Physiciens	11.8	6.6	*	*
2114	Météorologues	2.9	8.6	*	n.d.
2117	Technologues et technic. des sc. physiques	15.4	24.0	74.4	77.4
2119	Spécialistes des sc. physiques, n.c.a.	13.8	9.9	88.7	*
2131	Agronomes et scientifiques assimilés	2.5	18.2	*	57.1
2133	Biologistes et scientifiques assimilés	23.9	35.7	60.0	76.8
2135	Technologues et technic. des sc. de la vie	34.2	27.3	77.3	82.1
2139	Spécialistes des sc. de la vie, n.c.a.	48.5	23.1	65.1	*
2141	Architectes	3.4	9.9	*	88.6
2142	Ingénieurs chimistes	2.1	3.0	*	*
2143	Ingénieurs civils	0.9	2.8	*	*
2144	Ingénieurs électriciens	1.3	4.6	*	*
2145	Ingénieurs en organisation industrielle	4.0	13.5	67.7	72.8
2147	Ingénieurs mécaniciens	0.8	1.8	*	*
2151	Ingénieurs métallurgistes	2.4	3.6	*	*
2153	Ingénieurs de mines	3.5	1.1	*	*
2154	Ingénieurs de l'extraction du pétrole	6.3	11.8	*	n.d.
2155	Ingénieurs de l'aéronautique	0.8	0.6	*	*
2157	Ingénieurs atomiciens	0.0	5.3	n.d.	n.d.
2159	Architectes et ingénieurs, n.c.a.	1.6	8.6	*	*
2160	Surveillants en architecture et génie	1.3	3.7	*	*
2161	Géomètres	1.7	3.3	*	*
2163	Dessinateurs	6.8	14.8	72.5	80.4
2165	Technol. et technic. en archit. et génie, n.c.a.	3.1	5.1	66.0	76.3
2169	Autres travailleurs en archit. et génie, n.c.a.	2.7	6.7	*	*
2181	Mathématiciens, statisticiens, actuaires	21.1	27.0	63.8	68.8
2183	Analystes, programmeurs et assimilés	12.7	34.2	78.1	72.8
2189	Travail. en math., stat. et informatique, n.c.a.	11.1	44.6	n.d.	n.d.
23	SCIENCES SOCIALES ET SECTEURS CONNEXES	20.8	38.4		
2311	Economistes	9.4	22.0	62.5	77.7
2313	Sociologues, anthropologues et autres	33.3	41.7	*	85.9
2315	Psychologues	41.1	52.5	79.4	81.3
2319	Travailleurs en sciences sociales, n.c.a.	23.3	47.5	*	66.4

TABLEAU 2: Proportion de femmes actives (1) dans chaque groupe professionnel scientifique et technique (suite) retenu et rapport entre le revenu annuel moyen des femmes et celui des hommes (2), Québec, 1971 et 1981.

No	GROUPE PROFESSIONNEL (3)	Taux de féminité		Revenu Femmes/hommes	
		1971	1981	1971	1981
27	ENSEIGNEMENT ET SECTEURS CONNEXES	31.2	42.8		
2711	Professeurs d'université	18.2	27.0	72.1	77.4
2719	Professeurs d'université et assimilés, n.c.a.	34.8	44.1	80.3	81.1
2791	Professeurs d'enseignement technique	32.2	38.5	66.7	84.8
2795	Professeurs d'éducation spéciale, n.c.a.	63.7	63.9	93.3	92.7
31	MÉDECINE ET SANTÉ	70.1	74.3		
3111	Médecins et chirurgiens	9.8	18.4	49.3	58.9
3113	Dentistes	4.4	10.2	*	98.5
3115	Vétérinaires	1.8	13.9	*	*
3117	Ostéopathes et chiropraticiens	12.7	26.7	*	*
3119	Technic. en diagnostic et traitement, n.c.a	52.9	58.1	58.6	60.6
3130	Surveillantes dans le domaine des soins	93.1	89.1	94.4	95.0
3131	Infirmières diplômées et en formation	91.8	91.1	73.5	103.4
3134	Infirmières auxiliaires	91.2	87.9	92.5	91.4
3137	Physiothérapeutes, ergothérap. et autres thérap	77.5	77.9	80.7	106.0
3139	Travailleurs assimilés en soins, n.c.a.	64.0	48.5	90.8	68.7
3151	Pharmaciens	15.9	38.9	54.7	62.7
3152	Diététiciennes et hygiénistes alimentaires	92.9	91.9	*	*
3153	Optométristes	2.2	24.3	*	*
3154	Maîtres opticiens	12.7	28.4	*	*
3155	Technologues et techniciennes radiologistes	74.2	78.5	74.6	91.4
3156	Technologues et technic. de laboratoire médical	71.3	75.6	77.1	86.1
3157	Hygiénistes dentaires, assistantes, techniciennes	67.8	75.8	48.1	52.8
3159	Autres travail. en médecine et santé, n.c.a.	61.7	77.5	66.1	100.3
	PROFESSIONS EN SCIENCE ET TECHNOLOGIE	39.2	46.8		
	TOUTES LES PROFESSIONS	33.3	39.3	60.7	67.9

(1) Population active expérimentée de 15 ans et plus.

(2) Revenu en dollars courants des personnes ayant travaillé à temps plein, 40 à 52 semaines en 1970 et 49 à 52 semaines en 1980 (\* trop petit nombre de répondants).

(3) Classification des professions de 1971.

SOURCES: (1) Statistique Canada, Recensement du Canada de 1981, "Population active- tendances historiques des professions", cat. 92-920, novembre 1983, tableau 1.

(2) Statistique Canada, Recensement du Canada de 1971, "Revenu des particuliers", cat. 94-767, juillet 1975, tableau 18; Statistique Canada, Recensement du Canada de 1981, "Population ayant travaillé en 1980, revenu d'emploi selon la profession", cat. 92-930, mars 1984, tableau 1.